



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 20 novembre 2024 – N° 164

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Hommage à M. Zachary Vézina.*
- La députée de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner la Journée nationale de l'enfant.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Remise de la Médaille de la Députée à trois récipiendaires.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Soutenir une pétition pour des HLM de qualité.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *Grande semaine des tout-petits et Journée internationale des droits des enfants.*
- La députée de Mont-Royal–Outremont sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Club des Ultramontais.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Les 40 ans de la boulangerie Saint-Hubert.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Souligner la Grande semaine des tout-petits.*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *Journée internationale des droits des enfants.*
- La députée de Rimouski sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de la Fondation Santé Rimouski.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *50^e anniversaire du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de l'Association pour la protection du lac Mégantic.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 74, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 74
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration le 10 octobre 2024
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 7 novembre 2024
Vote reporté le **19 novembre 2024**
- 2) Projet de loi n° 78
Loi donnant suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec pour la bonification des tarifs de l'aide juridique
Présenté par le ministre de la Justice le **6 novembre 2024**
- 3) Projet de loi n° 79
Loi édictant la Loi sur les contrats des organismes municipaux et modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif des organismes municipaux
Présenté par la ministre des Affaires municipales le **7 novembre 2024**

Étude détaillée en commission

- 4) **Projet de loi n° 32**
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 14 septembre 2023
Principe adopté le **4 juin 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 5) **Projet de loi n° 61**
Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le 9 mai 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 18 septembre 2024
Principe adopté le **26 septembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 6) **Projet de loi n° 63**
Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le 28 mai 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 1^{er} octobre 2024
Principe adopté le **8 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 7) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 8) **Projet de loi n° 73**
Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence
Présenté par le ministre de la Justice le 3 octobre 2024
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2024
Principe adopté le **6 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) **Projet de loi n° 75**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 12 mars 2024 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2024
Principe adopté le **19 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) **Projet de loi n° 76**
Loi visant principalement à accroître la qualité de la construction et la sécurité du public
Présenté par le ministre du Travail le 2 octobre 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 29 octobre 2024
Principe adopté le **30 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 11) **Projet de loi n° 80**
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 12 mars 2024 et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2024
Principe adopté le **19 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 12)** Projet de loi n° 71
Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale
Présenté par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire le 11 septembre 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 22 octobre 2024
Principe adopté le 24 octobre 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **19 novembre 2024**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 13)** Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 14)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 15)** Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 16)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 17)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**

- 18) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 19) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 20) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 21) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 22) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 23) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 24) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**

- 26) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 27) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 28) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**

- 34) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 35) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 36) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 37) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 39) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 40) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 41) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**

- 42) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 44) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 45) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 47) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 48) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**

- 49) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 50) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 51) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d’y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 52) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l’application du Règlement concernant les modalités d’utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d’hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D’Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 53) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 54) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 55) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l’engagement du Québec d’atteindre la carboneutralité d’ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 56) Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par celui d’« Arthabaska-L’Érable »
Présenté par le député d’Arthabaska le **30 mai 2024**

Étude détaillée en commission

- 57) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 58) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 59) Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 60) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Terrebonne
Présenté par la députée des Plaines le **6 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 61) Projet de loi n° 210
Loi concernant la Ville de Blainville
Présenté par le député de Blainville le **5 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62) Projet de loi n° 211
Loi sur l'École Polytechnique de Montréal
Présenté par la députée d'Anjou–Louis-Riel le **7 novembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 63)** 19 novembre 2024
Motion du député de Marguerite-Bourgeoys

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de ne prendre aucune action qui aurait pour effet d'alourdir le fardeau fiscal des petites et moyennes entreprises du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.
- Audition du Tribunal administratif du logement sur sa gestion administrative, sur ses engagements financiers et sur le rapport annuel du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 63**, Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions (mandat confié le 8 octobre 2024).
- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi visant principalement à accroître la qualité de la construction et la sécurité du public (mandat confié le 30 octobre 2024).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Terrebonne (mandat confié le 6 novembre 2024).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la Ville de Blainville (mandat confié le 5 novembre 2024).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 211**, Loi sur l'École Polytechnique de Montréal (mandat confié le 7 novembre 2024).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 75**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 12 mars 2024 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2024).
- **Projet de loi n° 80**, Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 12 mars 2024 et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 19 novembre 2024).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Marguerite-Bourgeoys au ministre des Finances sur le sujet suivant : *L'échec caquiste en matière de saine gestion des finances publiques* (avis donné le 7 novembre 2024).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 32**, Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux (mandat confié le 4 juin 2024).
- **Projet de loi n° 73**, Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence (mandat confié le 6 novembre 2024).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 61**, Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif (mandat confié le 26 septembre 2024).

**COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX
SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES**

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

- 165) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **24 septembre 2024**
Au ministre responsable des Services sociaux

Lors d'une annonce effectuée par le ministre à Dolbeau-Mistassini le 6 août 2024, il a été question d'un projet d'hébergement permanent présentant un « haut seuil d'acceptabilité » dans la Ville de Dolbeau-Mistassini.

Est-ce que le ministre peut préciser ce que signifie concrètement l'expression « haut seuil d'acceptabilité » ? De plus, comment ce seuil est-il évalué par le ministre, et quels sont les critères spécifiques utilisés pour définir un tel seuil ?

Est-ce que des consultations auprès de la population ont eu lieu ?

- 166) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **25 septembre 2024**
Au ministre responsable des Services sociaux

Le nombre de personnes en situation d'itinérance ne cesse de croître, et une proportion de plus en plus importante d'entre elles souffrent de troubles de santé mentale, rendant difficile l'accès à des services adaptés à leurs besoins.

Le ministre a récemment annoncé des fonds supplémentaires destinés aux personnes en situation d'itinérance vivant avec des troubles de santé mentale sévères.

Le ministre peut-il préciser quels critères ou conditions sont utilisés pour définir ces troubles de santé mentale sévères?

- 184) M. Morin (Acadie) – **9 octobre 2024**
Au ministre de la Justice

Actuellement au Québec, il coûte à un citoyen 65 \$ pour faire faire une apostille au Québec. C'est le double de ce que ça coûte en Ontario et 6 fois ce que ça coûte en Colombie-Britannique.

Le ministre de la Justice peut-il nous indiquer pourquoi il y a une si grande différence de coût entre le Québec et les autres provinces canadiennes?

186) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **24 octobre 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Dans le plan d'action 2019-2024 de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* (PQGMR), l'action 22 visant à « Favoriser l'émergence d'approches complémentaires pour détourner des matières résiduelles » prévoit « L'établissement de critères de valorisation énergétique par règlement » d'ici 2022.

1. Est-ce que ces critères ont été établis et, si oui, quand seront-ils rendus publics?

2. S'ils ne l'ont pas encore été, quand le ministre prévoit-il combler cette lacune à son plan d'action, qui se terminera bientôt?

187) Mme Caron (La Pinière) – **24 octobre 2024**

Au ministre responsable des Services sociaux

Lors de la période des affaires courantes du 28 mars dernier, j'ai questionné le ministre sur l'entente nationale qui régit les ressources intermédiaires.

En réponse, il a affirmé : « On se rend compte que l'augmentation des coûts de construction, l'inflation, ça a un impact sur leurs... sur les services qu'ils offrent et sur leur financement. ». De plus, il a ajouté : « Un des points de discussion qu'on a actuellement, c'est la composante immobilière, comment on peut aider à ce niveau-là pour s'assurer que toutes les RI restent ouvertes... ».

Maintenant que six mois se sont écoulés depuis cette déclaration à l'Assemblée nationale, est-ce que le ministre peut m'informer de l'état des discussions quant à la composante immobilière avec l'ARIHQ?

188) Mme Garceau (Robert-Baldwin) – **29 octobre 2024**

Au ministre de la Culture et des Communications

Le 22 octobre dernier, l'Association des bibliothèques publiques du Québec publiait son Portrait national 2024 des bibliothèques publiques québécoises. Cette analyse qui se base sur le nombre d'acquisitions, les heures d'ouverture, la superficie, le nombre de places assises, et les ressources humaines, nous permet de constater l'état de l'offre bibliothécaire dans la province.

On constate à la lecture des différents indicateurs que la situation est encore loin d'être idéale pour nos bibliothèques publiques. En effet, malgré une faible augmentation des résultats pour la superficie et les places assises, on constate que la situation s'est dégradée en ce qui concerne les heures d'ouverture, les acquisitions et les ressources humaines. Concernant cette dernière catégorie, le rapport mentionne qu'il manque 1 853 employées et employés ETC, 765 techniciennes et techniciens ETC et 489 bibliothécaires afin de s'assurer du bon fonctionnement de nos bibliothèques.

La lecture du document nous révèle aussi que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est la pire de la province en obtenant un résultat global de 50 % alors que la moyenne québécoise est de 66 %.

Considérant l'importance de l'accès à la lecture, est-ce que le ministre de la Culture et des Communications peut nous informer des actions qu'il compte entreprendre pour améliorer la situation de nos bibliothèques publiques et s'assurer qu'elles reçoivent les moyens de leurs ambitions?

189) M. Cliche-Rivard (Saint-Henri–Sainte-Anne) – **30 octobre 2024**
Au ministre responsable des Services sociaux

Selon l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), il y a eu entre juillet 2023 et juin 2024 le dénombrement de 619 décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues (incluant les stimulants). Plus spécifiquement, « suivant la période relativement stable de l'année 2021, une augmentation du nombre de cas a été observée du printemps 2022 jusqu'à la fin de l'année, suivi d'une augmentation à partir du deuxième trimestre de 2023. Le nombre moyen de décès de janvier à juin 2024 (moyenne de 53 décès / mois) est plus élevé que celui observé pour la même période en 2023 (moyenne de 39 décès / mois) et en 2022 (moyenne de 42 décès / mois) ».

La crise des surdoses est bien réelle et elle gagne du terrain au Québec, et comme le ministre le dit lui-même, c'est « une grande préoccupation ». Le ministre responsable disait aussi récemment dans une entrevue donnée au quotidien Le Devoir que le gouvernement « a investi 6,1 millions de dollars l'an dernier, dont 1,6 million pour Montréal, pour combattre la crise ». Il ajoutait avoir « fait une grande campagne publicitaire sur les médias sociaux et à la télévision pour sensibiliser les gens », mentionnant que « c'est important de passer le message que ça ne touche pas seulement la population en situation d'itinérance » et que « la majorité des décès ont lieu dans des résidences privées ».

Or, il existe un antidote sécuritaire qui permet d'inverser temporairement les effets d'une surdose d'opioïdes : la naloxone. Depuis 2017, un programme de gratuité de la naloxone est lancé sur tout le territoire québécois à la suite d'une entente entre l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Selon l'INSPQ, « Ce programme permet à toute personne, citoyen québécois ou non, de se procurer une trousse de naloxone gratuitement dans une pharmacie au Québec ».

Je souhaite porter à l'attention du ministre une barrière à l'accessibilité de la naloxone. Le principal canal de distribution pour la population c'est à la pharmacie, cependant, il existe un stigmate, puisque le pharmacien doit le noter à notre dossier de santé. C'est une barrière qui en limite malheureusement plusieurs citoyens dans nos efforts collectifs de prévenir des décès. En ce sens, nous entendons souvent que l'un des codes de facturation prévus par la Régie de l'assurance maladie du Québec à l'intention des pharmaciens permette d'identifier que la personne n'est pas une personne utilisatrice d'opioïdes : or, il n'en reste pas moins que cette information risque de ne pas être interprétée correctement par après si elle n'était pas gardée secrète, ou si le professionnel de la santé ou l'employeur, le cas échéant, n'était pas pleinement informé des nuances. C'est assez pour décourager et c'est une barrière administrative évitable.

Ainsi, de nombreux citoyennes et citoyens nous font part que la note au dossier de santé qui suit la remise d'une trousse de naloxone par le pharmacien les décourage. On ne peut pas leur en vouloir, depuis quand s'équiper pour intervenir en situation d'urgence devrait se faire au risque de teinter son dossier de santé? Ces mêmes personnes nous disent qu'une mesure permettant d'accéder à la naloxone de façon réellement anonyme changerait positivement l'accès de la population générale à la naloxone, puisqu'il serait véritablement non engageant et non stigmatisant de s'en procurer à des fins de prévention.

Mes questions au ministre responsable des Services sociaux :

Qu'attend le ministre responsable pour contribuer directement à sauver de nombreuses vies et mieux rejoindre la population générale en s'engageant à ce que la RAMQ prévoie un code de facturation spécifique pour la remise de naloxone de façon anonyme?

Le gouvernement peut-il nous donner un calendrier clair des démarches qu'il entend effectuer auprès de la RAMQ afin de lever cette barrière administrative et sauver des vies?

Si les efforts de sensibilisation déployés par le gouvernement fonctionnent, mais que la population générale doit s'en remettre aux pharmacies afin d'avoir accès à la naloxone, pourquoi ne priorisons-nous pas l'efficacité administrative de ce canal de distribution afin qu'il soit pleinement utilisé?

190) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **30 octobre 2024**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) est le plus gros employeur au Québec avec environ 1 million d'employés, ou quelque 24 % des travailleuses et travailleurs québécois. La majorité des employés du secteur public et parapublic sont des femmes, soit près des trois quarts. L'employeur est aussi le législateur, ce qui le place dans une position délicate au regard de la Loi sur l'équité salariale (LÉS) et de son application.

Or, dans le cadre des exercices du maintien de l'équité salariale, on sait aussi que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) peine à faire ses enquêtes dans des délais raisonnables. Elle a rendu une première décision sur le maintien 2010 plus de 13 ans après le dépôt de plaintes des travailleuses du secteur public et parapublic. Encore à ce jour, elle enquête pour l'exercice du maintien 2015, plus de 8 ans après la fin de la période couverte. La CNESST devrait commencer à traiter les plaintes du maintien 2020 dans le cadre du processus de conciliation, ce qui laisse envisager, encore une fois, de longs délais. La LÉS est pourtant une loi fondamentale devant contribuer à mettre fin à la discrimination basée sur le sexe au Québec. Les raisons semblent nombreuses pour toujours repousser le traitement de cet important dossier qui vise à corriger cette injustice de rémunération envers les femmes.

Les enseignantes, une profession à prédominance féminine, attendent toujours que leur travail soit reconnu à sa juste valeur, comme en témoignent les nombreuses plaintes en équité déposées depuis plusieurs années. Si elles ont fait des avancées sur le plan salarial depuis 2020, et plus particulièrement au sortir des négociations de 2023, il n'en demeure pas moins que leur dossier de contestation de rangement n'est pas réglé, et ce, depuis plusieurs années, selon le système d'évaluation des emplois à 17 sous-facteurs. Pourtant, la reconnaissance du travail des enseignantes à sa juste valeur pourrait contribuer à attirer une relève dans ce secteur en pénurie.

Questions :

- Que fait le SCT pour s'assurer que la CNESST dispose des ressources humaines nécessaires pour que les délais d'enquête ne soient pas déraisonnables au regard de la LÉS, comme l'a d'ailleurs souligné le Protecteur du citoyen dans une décision de 2024?

- Quels délais pour le traitement des plaintes sont jugés acceptables pour le SCT comme administrateur? Compte tenu de sa responsabilité administrative, a-t-il donné des balises à cet effet?

- Considérant l'accumulation des dossiers à traiter, quel objectif le SCT se fixe-t-il pour rattraper le retard relatif au traitement des dossiers liés à l'équité salariale?

191) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 novembre 2024**

Au premier ministre

Le 7 octobre 2024, les élus municipaux du Bas-Saint-Laurent ont fait parvenir une lettre au premier ministre demandant de revoir l'orientation prise par le ministre des Finances concernant la taxe sur les carburants, afin de financer le développement du transport collectif régional. Cette demande est motivée par le souhait de l'instauration d'une majoration de la taxe sur l'essence pour le Bas-Saint-Laurent comme c'est déjà le cas pour les régions de la Gaspésie et de Montréal. Cette mesure est jugée plus adaptée que la taxe sur l'immatriculation des véhicules (TIV). À la suite de la réponse de refus du ministre des Finances, la ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine s'est engagée à organiser une rencontre avec le premier ministre pour discuter de cette question essentielle pour la région.

Mes questions sont les suivantes :

Considérant que la ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine s'est engagée auprès des membres de la Table régionale des élus municipaux du Bas-Saint-Laurent à organiser une rencontre avec le premier ministre concernant la demande de majoration de la taxe sur les carburants afin de financer le transport collectif dans la région, le premier ministre peut-il confirmer si cette rencontre aura lieu et, le cas échéant, préciser les délais envisagés pour une telle discussion? Si cette rencontre n'a pas lieu, quelles sont les raisons?

192) Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce) – **19 novembre 2024**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Dans le cadre d'une demande d'accès à l'information, j'ai constaté que le nombre de prestataires d'assistance sociale engagés dans une démarche vers l'emploi ou une autre forme de participation sociale est passé de 58 047 en 2018 à 48 728 en 2023.

Est-ce que la ministre peut nous éclairer sur les causes de cette diminution?

193) M. Grandmont (Taschereau) – **20 novembre 2024**

Au ministre des Finances

Le tramway de Québec représente un investissement majeur pour la Ville de Québec, avec des retombées économiques positives attendues à court et à long terme.

La construction du tramway elle-même générera des milliers d'emplois, injectant des milliards de dollars dans l'économie locale. Le projet devrait créer environ 19 000 emplois, dont 12 000 directs et 7 000 indirects, avec une masse salariale totale de 1,1 milliard de dollars. Le salaire moyen annuel associé à ces emplois est estimé à 61 200 \$.

Une fois en service, le tramway stimulera l'activité économique en améliorant la mobilité et en facilitant l'accès aux emplois, aux études, aux loisirs et au commerce. Le tramway permettra également aux entreprises de recruter plus facilement la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin, augmentant ainsi leur productivité. L'arrivée du tramway devrait également entraîner une augmentation de la densité des entreprises à proximité de son tracé, une croissance des investissements privés et une hausse de la valeur foncière des terrains.

En outre, le tramway permettra à de nombreuses familles de se passer d'une deuxième voiture, générant ainsi des économies substantielles pouvant atteindre 10 000 \$ par année. Ces économies, redirigées vers d'autres dépenses, auront un impact économique 20 % plus important que s'il s'agissait de dépenses liées à l'automobile.

En somme, le tramway de Québec représente bien plus qu'un simple projet de transport. Il s'agit d'un investissement stratégique qui dynamisera l'économie de la région et améliorera la qualité de vie de ses citoyens.

Ma question au ministre des Finances est la suivante :

Est-ce que le ministre des Finances est en accord avec les arguments énoncés plus haut et est-il d'avis que la construction du tramway de Québec devrait commencer dans les plus brefs délais ?

194) M. Grandmont (Taschereau) – **20 novembre 2024**
À la ministre responsable de l'Habitation

Le tramway de Québec représente un investissement majeur pour la région de Québec, avec des retombées positives attendues à court et à long termes.

Le tramway favorisera la densification autour de son tracé, créant ainsi des pôles d'attraction pour de nouveaux développements immobiliers. L'arrivée du tramway s'accompagne aussi de l'augmentation de la densité des entreprises à proximité, de la croissance des investissements privés, d'une plus grande valeur foncière des terrains. Cette densification permettra de construire davantage de logements, augmentant l'offre et contribuant à stabiliser les prix du marché immobilier. Le tramway offrira également un mode de transport en commun efficace et fiable, rendant ces nouveaux quartiers plus attrayants pour les résidents.

Il est de notoriété publique que le tramway permettra des investissements immobiliers majeurs tout le long de son parcours. Il a été rapporté que la somme totale des investissements prévus frôle les 2 milliards \$. Dans le contexte de la crise du logement vécue partout au Québec, notamment dans notre Capitale nationale, un tel chantier de construction de nouveaux logements serait bienvenu.

L'implantation du tramway insufflera par ailleurs une nouvelle ambiance aux quartiers de la ville. Tout l'espace compris d'une façade à une autre sera réaménagé le long du tracé, en respectant l'esprit des quartiers traversés. L'intégration urbaine du tramway à Québec sera exemplaire. Rien ne sera laissé au hasard! Le tramway s'inscrira dans une vision globale d'aménagement urbain qui place le bien-être des citoyens au cœur de ses priorités.

Bref, le tramway amènera une foule d'avantages pour l'économie de notre Capitale nationale. Il est donc crucial de soutenir ce projet important qui contribuera à faire de Québec une ville plus prospère, plus durable et plus inclusive, tout en offrant des solutions durables à la crise du logement.

Ma question à la ministre responsable de l'Habitation est la suivante :

Est-ce que la ministre responsable de l'Habitation est en accord avec les arguments énoncés plus haut et est-elle d'avis que la construction du tramway de Québec devrait commencer dans les plus brefs délais?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 19 novembre 2024
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement – *ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions – *ministre de la Cybersécurité et du Numérique*